Richelieu à

M. de la Ferronnays. — Octobre 1821.

1036

97

Nous avons retenu un peu longtemps M. de Gabriac, mais vous n'y aurez pas de regrets, j'espère, et tout ce que nous avons reçu en dernier lieu nous a mis dans le cas de donner plus de développement, et plus de fixité à nos idées. Quoique nous ne puissions pas nous flatter de voir encore bien clair dans l'avenir. La longue expédition que vous recevez du Département, la lettre particulière de M. Pasquier ne vous laissent rien à désirer en fait d'aperçus et de directions. Je n'ai pourtant pas voulu laisser partir M. de Gabriac sans causer un moment avec vous sur des objets aussi graves que ceux qui nous occupent. Dès le commencement des troubles qui agitent l'Orient, tout en déplorant un événement que je regarde comme funeste, et dont les suites sont incalculables, je n'ai jamais douté que tôt ou tard ils n'entraînassent la Russie dans une guerre avec la Porte. Quelque opinion qu'on puisse avoir de la modération de l'Empereur, et de son désir de conserver la paix, il était fort à craindre que dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, les événements ne fussent plus fort que les hommes, et que la guerre d'extermination une fois commencée entre les Turcs et les Grecs, il ne fût plus possible de replacer ces deux populations dans une situation pacifique l'une à l'égard de l'autre, et tolérable pour la plus faible. De là doivent naître à mon avis tous les incidents qui doivent nécessairement amener une rupture, que désirent d'ailleurs beaucoup de Russes, et probablement celui des Ministres de l'Empereur en qui il place le plus de confiance. Les dernières communications faites à Vienne par le cabinet de Pétersbourg sont, il faut l'avouer, de nature à faire croire que cette grande modération, ce grand désir de maintenir la paix ont été singulièrement modifiés, et qu'ils ont fait place à une exigeance qui semble croître à mesure que les Turcs paraissent plus disposés à céder. Il serait fâcheux que l'Empereur Alexandre, après avoir invité ses alliés à agir auprès de la Porte pour la ramener à des procédés plus conciliants, ne regardât toutes les concessions des Turcs que comme un préalable à une négociation dans laquelle il n'admettrait aucune intervention de la part des Puissances alliées. Je crains que cette conduite n'effrayât l'Europe, et n'attirât à l'Empereur des reproches et des embarras plus grands qu'il ne pense. Je conçois qu'à l'exemple de ses prédécesseurs, il veuille terminer ses démêlés avec les Turcs sans médiation étrangère; mais alors pourquoi a-t-il réclamé et les conseils et les bons offices de ses alliés pour agir sur l'esprit du Gouvernement Turc, et le ramener à des dispositions plus pacifiques et plus humaines. C'est par le vif intérêt que nous prenons à la prospérité de la Russie, et de l'Empereur en particulier que nous désirons vivement qu'il ne se départe ni des sentiments de modération, ni de la conduite si mesurée qu'il a tenue jusqu'à ce jour. La notre envers lui doit être dictée par la circonspection et la réserve la plus grande; l'Empereur connaît le fond de notre pensée, il sait notre désir de nous rapprocher de lui, il n'ignore pas qu'il nous trouvera quand il voudra s'expliquer clairement. Plus d'empressement ne conviendrait nullement à notre position, et pourrait avoir les inconvéniens les plus graves. Vous sentez vous même toute la nécessité de cette réserve, et bien sûrement vous agissez en conséquence. Avec la mauvaise volonté que nous savons exister contre nous, il faut surtout éviter tout soupçon de vouloir dissoudre la quintuple alliance pour y substituer des alliances particulières qui rompraient l'union existante depuis six ans; et dans le fait,

que je regarde comme [illegible]

tout en désirant de tout mon cœur un rapprochement plus intime avec la Russie, je ne souhaite pas que les liens qui unissent les cinq Puissances soient tout à fait dissous. Je regarde cette union comme un rempart puissant contre les invasions de l'esprit révolutionnaire; mais je crois que de même que l'Autriche a bien évidemment avec l'Angleterre une plus grande intimité, il pourrait en être de même entre la France et la Russie, afin qu'au moment où des circonstances impérieuses viendraient diviser les cinq Puissances, nous ne fussions pas exposés au danger de rester isolés, et nous nous trouvassions naturellement liés avec la Puissance avec laquelle notre position ne nous permet d'avoir que des rapports d'amitié. Nous atteindrons, j'espère ce but, et pour cela il ne faut pas nous presser, il faut plus écouter que parler, et montrer toujours une disposition à nous lier davantage, si l'on nous fait voir clairement le désir d'opérer ce rapprochement. Dans la circonstance actuelle il est d'autant plus naturel que nous attendions et que nous voyions venir, que l'état de chose, tel qu'il existe au Levant nous étant favorable, nous n'avons aucune raison pour désirer qu'il change; nous ne pouvons et ne devons donc prêter la main à un changement que s'il est inévitable, et si nous y trouvons ensuite des dédommagements tels que nous n'ayons pas trop à regretter ce qui aura été détruit. Dans tous les cas soyez assuré que nous serons en mesure de faire valoir les avantages de notre position, et qu'il ne tiendra pas à nous que la France ne se replace dans la position qui lui appartient en Europe.

Vous aurez su le départ du Sr. de Metternich pour Hanovre; je ne pense pas qu'entre lui et Milord Castlereagh, ils fassent des vœux bien ardens pour la prospérité de la France, ni pour l'accroissement de son influence. Quelquefois il me vient dans l'idée que pour détourner l'attention de l'Empereur Alexandre de l'Orient vers l'Occident, ils ne seraient pas fâchés qu'il s'élevât chez nous quelques petits troubles qu'on pût représenter comme le prélude d'une explosion révolutionnaire; et du désir de voir naître ces troubles, à l'action de les fomenter, il y a moins loin qu'on ne pense. Nous tâcherons de nous en préserver; et peut être d'ailleurs ma méfiance est-elle trop grande; car il y aurait dans cette conduite un machiavélisme dont ces Messieurs ne sont pas capables. Il est plus probable qu'il sortira de cette réunion quelque démarche collective, ou au moins simultanée envers l'Empereur Alexandre, et cette démarche sera commune à la Prusse qui se montre plus effrayée de la dernière communication du Cabinet russe. Il serait fort à désirer, je le répète, que ce cabinet ne hausse pas ses prétentions à mesure que les Turcs cèdent. Tout en ne croyant pas que la paix puisse être solide, je n'en crois pas moins désirable qu'elle puisse se prolonger, et notamment pour la France; sa position serait bien différente pour le rôle qu'elle pourrait jouer dans ces événements, si trois ou quatre années de plus avaient consolidé son Gouvernement, et complètement réparé ses forces. L'hiver que nous avons devant nous, les efforts des Puissances alliées à Constantinople, la condescendance des Turcs et la modération de l'Empereur, concourraient à faire naître l'espoir qu'au moins pour le moment on aurait pu éviter la guerre; le sort des Grecs, et la garantie d'un état supportable pour eux, aurait pu être l'objet d'une négociation à laquelle les

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE PARIS — DONATION DU DUC DE RICHELIEU

cinq Puissances auraient pris part. Il serait fâcheux que ces espérances s'évanouissent devant de nouvelles prétentions, et des exigences difficiles à expliquer dans l'état actuel des choses, et qui en compromettant les Cabinets alliés vis à vis des Turcs leur ôteraient tout moyen de conjurer l'orage. Je crois qu'il est de l'intérêt bien entendu de l'Empereur de continuer, comme il avait commencé, de mettre de son côté tous les bons procédés, de faire preuve de longanimité et de patience, de réunir par là à sa cause tous les Cabinets, au lieu de les alarmer et de les aigrir par une conduite contraire. Tel est le langage que je tiendrais à l'Empereur si j'étais encore son Serviteur, et que je fisse partie de son Cabinet. Je suis convaincu que de cette manière il obtiendrait des Turcs à peu-près tout ce qu'il voudrait, et si après avoir de concert avec ses alliés travaillé à adoucir le sort des Grecs, et à leur procurer une existence tranquille, et la sécurité qu'un peuple a droit d'attendre de son Gouvernement, il avait été reconnu que ses efforts étaient impuissants, et que la férocité des Turcs, comme l'anarchie qui les dévore, ne permettaient pas d'attendre d'eux pour les chrétiens leurs sujets autre chose que la persécution et la mort, alors l'Empereur serait autorisé à déclarer l'incompatibilité de la co-existence de l'empire Ottoman, et ce serait de l'aveu de tout le monde qu'il pourrait entreprendre de le refouler en Asie. Mais avant qu'une entreprise semblable puisse recevoir une espèce de sanction de la part de l'Europe, il faut avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il faut avoir prouvé au monde que la religion, l'humanité et la politique commandent également une guerre qu'on a employé tous les moyens possibles pour éviter. Vous partagez sûrement ces sentiments, Monsieur le Comte, et peut-être trouverez vous quelque occasion favorable pour les produire avec les ménagements que votre prudence saura vous dicter.

Vous avez deviné facilement quel chagrin m'a causé la révocation de la franchise d'Odessa, car c'est bien une révocation que ce qu'on a voulu faire. Heureusement j'apprends qu'l'exécution du nouvel Oukaze est suspendue, et je ne doute pas que cette belle œuvre de M. Gouriev ne fasse sans résultat. Je n'en écrirai pas moins avec quelque détail au Sr. Kotchoubey; je voudrais bien pouvoir contribuer en quelque chose à faire abandonner une mesure aussi funeste pour la Russie elle même que pour les négocians étrangers qui étaient venus s'établir à Odessa sur la parole de l'Empereur.

M. Pasquier vous parle de notre situation intérieure, et je ne puis que m'en référer à ce qu'il vous en dit. Il va y avoir force intrigue contre nous. On va vouloir nous diviser, faire entrer quelques personnes dans le Cabinet, en faire sortir d'autres. Je me refuserai à tout cela, et nous ferons la Session comme nous sommes. Si la comparaison de l'état où est la France aujourd'hui avec ce qu'elle était il y a deux ans, si les efforts du Ministère pour rendre aux Royalistes l'ascendant qu'ils avaient perdu, et le succès de ces efforts, si la tranquillité qui règne dans tout le Royaume, la prospérité du Commerce et de l'Agriculture, le rétablissement du crédit public, en un mot les heureux résultats d'une Administration sage et paternelle, n'ont pu faire

que je regarde comme que

trouver grâce au Ministère actuel aux yeux de ceux qui se disent exclusivement royalistes, ce ne sera pas une modification de ce Ministère qui les ramènera ; il sera bien prouvé que c'est le pouvoir qu'ils veulent, et le pouvoir tout entier. Si donc ils s'opposent aux mesures monarchiques et conservatrices que nous leur proposerons, s'ils s'unissent à l'extrême gauche pour les combattre, et qu'ils réussissent à l'aide de cette monstrueuse alliance à les faire repousser, alors il ne resterait qu'à leur remettre le pouvoir, ou bien à faire un appel à la nation, en ne ménageant plus des hommes qui se seraient démasqués d'une manière aussi coupable. J'espère que nous ne serons pas réduits à cette extrémité. Je ne puis croire que des hommes de bien, en grande majorité, veuillent pour l'amour de quelques intrigants, remettre en question le sort de la famille des Bourbons, celui de la Monarchie, et la tranquillité de leur pays. Il faut s'attendre de la part des brouillons à force intrigues, force injures, mais en dernière analyse ils ne rejetteront ni le Budget, ni même la censure. Il est impossible que l'état de bien être où se trouve la France, les progrès qu'elle a faits en si peu de tems ne fassent pas une grande impression sur eux : car tous les partis s'accordent sur cette prospérité. Ce quel'on se borne à dire, c'est qu'elle a lieu malgré le Gouvernement ; au moins doit-on avouer qu'il ne l'empêche pas. Un pareil raisonnement a lieu à l'égard des Élections. Vous savez qu'on disait qu'elles devaient être toutes libérales, et même il me semble que vous nous avez mandé qu'on en avait effrayé l'Empereur, et que quelqu'un des correspondants officieux l'avait écrit d'ici. Eh bien, maintenant qu'elles ont dépassé les souhaits des plus ardents royalistes, n'ayez pas peur qu'on en fasse un mérite aux efforts du Gouv.t qui a agi dans cette occasion avec une loyauté et une abnégation de soi même qui méritaient quelque reconnaissance. Soin du tout, c'est uniquement le bon esprit des Électeurs ! Et pourquoi donc rejetez vous tout le blâme des Élections libérales en 1819 sur le G.t d'alors ? Vous voyez que la bienveillance ne préside pas à tous ces jugements. Cela est peu consolant, surtout partant de personnes dont on aurait peut-être droit d'attendre d'autres sentiments. Il faut faire comme si l'on était bien satisfait, ne pas se décourager, et je crois que tout se passera en injures ; nous en recevrons beaucoup, mais les voeux en définitive seront pour nous.

J'ai lu avec un bien vif intérêt tout ce que vous avez écrit concernant les opérations de M. Gamba. Elles ont eu un succès plus complet qu'il n'était possible de l'espérer, et je pense qu'il peut résulter de ce arrangement qui vient avoir lieu beaucoup de bien pour les deux pays. Nous nous occuperons des demandes de M. Gamba, et nous ferons en sorte qu'il soit satisfait. J'ai été bien content de M. Gabriac ; c'est un jeune homme fort distingué et qui me paraît avoir autant de jugement que de tact et de pénétration ; je le charge de quelques lettres pour d'anciennes connaissances. — Encore un mot, on vous aura dit sans doute que l'on ne peut compter sur notre armée, et que nous ne pourrions rassembler 30 mille hommes sans les voir se tourner contre le Gouvernement. Je puis vous assurer que rien n'est plus faux, et qu'aucune crainte semblable ne nous arrêtera jamais, parce qu'elle est sans fondement. Vous pouvez compter sur ce que je vous dis là, et me citer si vous voulez.

Je vous renouvelle, M. le C.te, l'assurance de l'inviolable attachement que je vous ai voué pour la vie.

Le Duc de Richelieu
à
M. de la Ferronnays.

Octobre 1821.

Affaires de Grèce -
Conduite de la Porte
Intervention de la Russie
-
Les Royalistes purs en France; la guerre qu'ils font au ministère.
-
Commerce d'Odessa

Nous avons retenu un peu longtemps M. de Fabrias, mais vous n'y aurez pas de regrets, j'espère, et tout ce que nous avons reçu en dernier lieu nous a mis dans le cas de donner plus de développement, et plus de fixité à nos idées, quoique nous ne puissions pas nous flatter de voir encore bien clair dans l'avenir. La longue expédition que vous recevrez du Département, la lettre particulière de M. Pasquier ne vous laissent rien à désirer en fait d'aperçus et de directions. Je n'ai pourtant pas voulu laisser partir M. de Fabrias sans causer un moment avec vous sur des objets aussi graves que ceux qui nous occupent. Dès le commencement des troubles qui agitent l'orient, tout en déplorant un évènement que je régarde comme funeste, et dont les suites sont incalculables, je n'ai jamais douté que tôt ou tard ils n'entraînassent la Russie dans une guerre avec la Porte. Quelque opinion qu'on pût avoir de la modération de l'Empereur, et

trouvés grâce au Ministère actuel aux yeux de ceux qui se disent exclusivement royalistes.

de son désir de conserver la paix, il était fort à craindre que dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, les évènemens ne fussent plus forts que les hommes, et que la guerre d'extermination une fois commencée entre les Turcs et les Grecs, il ne fut plus possible de replacer ces deux populations dans une situation pacifique l'une à l'égard de l'autre, et tolérable pour la plus faible. Delà doivent naître à mon avis tous les incidens qui doivent nécessairement amener une rupture, que désirent d'ailleurs beaucoup les Russes, et probablement celui des Ministres de l'Empereur en qui il place le plus de confiance. Les dernières communications faites à Vienne par le cabinet de Pétersbourg sont, il faut l'avouer, de nature à faire croire que cette grande modération, ce grand désir de maintenir la paix ont été singulièrement modifiés, et qu'ils ont fait place à une exigeance qui semble croître à mesure que les Turcs paraissent plus disposés à céder. Il serait fâcheux que l'Empereur Alexandre, après avoir invité ses alliés à agir auprès de la Porte pour la ramener

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS — DONATION DU DUC DE RICHELIEU

à des procédés plus conciliants, ne regardât toutes les concessions des Turcs que comme un préalable à une négociation dans laquelle il n'admettrait aucune intervention de la part des puissances alliées. Je crains que cette conduite n'effrayât l'Europe, et n'attirât à l'Empereur des reproches et des embarras plus grands qu'il ne pense. Je conçois qu'à l'exemple de ses prédécesseurs, il veuille terminer ses démêlés avec les Turcs sans médiation étrangère; mais alors pourquoi a-t-il réclamé et les conseils et les bons offices de ses alliés pour agir sur l'esprit du Gouvernement Turc, et le ramener à des dispositions plus pacifiques et plus humaines. C'est par le vif intérêt que nous prenons à la prospérité de la Russie, et de l'Empereur en particulier que nous désirons vivement qu'il ne se départe ni des sentiments de modération, ni de la conduite si mesurée qu'il a tenue jusqu'à ce jour. La notre envers lui doit être dictée par la circonspection et la réserve la plus grande; l'Empereur connaît le fond de notre pensée, il sait notre désir de nous rapprocher de lui, il n'ignore pas qu'il nous trouvera quand il voudra s'expliquer

clairement. Plus d'empressement ne conviendrait nullement à notre position et pourrait avoir des inconvenients les plus graves. Vous sentez vous même toute la nécessité de cette réserve, et bien surement vous agirez en conséquence. Avec la mauvaise volonté que nous savons exister contre nous, il faut surtout éviter tout soupçon de vouloir dissoudre la quintuple alliance pour y substituer des alliances particulières qui rompraient l'union existante depuis si peu; dans le fait, tout en désirant de tout mon cœur un rapprochement plus intime avec la Russie, je ne souhaite pas que les liens qui unissent les cinq puissances soient tout a fait dissous. Je regarde cette union comme un rempart puissant contre les invasions de l'esprit révolutionnaire; mais je crois que de même que l'autriche a bien évidemment avec l'Angleterre une plus grande intimité, il pourrait en être de même entre la France et la Russie, afin qu'au moment où des circonstances impérieuses viendraient diviser le cinq puissances, nous ne fussions pas exposés au danger de rester isolés, et nous

nous trouvassions naturellement liés avec la puissance avec laquelle notre position ne nous permet d'avoir que des rapports d'amitié. Nous atteindrons, j'espère ce but, et pour cela il ne faut pas nous presser, il faut plus écouter que parler, et montrer toujours une disposition à nous lier d'avantage, si l'on nous fait voir clairement le désir d'opérer ce rapprochement. Dans la circonstance actuelle il est d'autant plus naturel que nous y attendions et que nous voyions venir, que l'état de chose, tel qu'il existe au Levant nous étant favorable, nous n'avons aucune raison pour désirer qu'il change; nous ne pouvons et ne devons donc prêter la main à un changement que s'il est inévitable, et si nous y trouvons ensuite des dédommagements tels que nous n'ayons pas trop à regretter ce qui aura été détruit. Dans tous les cas soyez assuré que nous serons en mesure de faire valoir les avantages de notre position, et qu'il ne tiendra pas à nous que la France ne se replace dans la position qui lui appartient en Europe.

Vous avez su le Départ du S^ce de Metternich pour Hanovre; je ne

pense pas qu'entre lui et Milord Castlereagh, ils fassent des vœux bien ardens pour la prospérité de la france, ni pour l'accroissement de son influence. Quelque fois il me vient dans l'idée que pour détourner l'attention de l'Empereur Alexandre de l'Orient vers l'Occident, ils ne seraient pas fachés qu'il s'élevat chez nous quelques petits troubles qu'on put représenter comme le prélude d'une explosion révolutionnaire; et du désir de voir naître ces troubles, à l'action de les fomenter, il y a moins loin qu'on ne pense. Nous tacherons de nous en préserver; et peut être d'ailleurs ma méfiance est elle trop grande; car il y aurait dans cette conduite un machiavelisme dont ces Messieurs ne sont pas capables. Il est plus probable qu'il sortira de cette réunion quelque démarche collective, ou au moins simultanée envers l'Empereur Alexandre, et cette demarche sera commune à la Russie qui se montre plus effrayée de la dernière communication du Cabinet Russe. Il serait fort à désirer, je le répète, que ce cabinet ne haussât pas ses prétentions à mesure que les Cours cèdent.

Tout en ne croyant pas que la paix puisse être solide, je n'en crois pas moins désirable qu'elle puisse se prolonger, et notamment pour la France; sa position serait bien différente pour le role qu'elle pourrait jouer dans cet évenement, si trois ou quatre années de plus avaient consolidé son gouvernement, et complettement réparé ses forces. L'hiver que nous avons devant nous, les efforts des puissances alliées à Constantinople, la condescendance des Turcs et la modération de l'Empereur, concourraient à faire naître l'espoir qu'au moins pour le moment, on aurait pu éviter la Guerre; le sort des Grecs, et la garantie d'un état supportable pour eux, aurait pu être l'objet d'une négociation à laquelle les cinq puissances auraient pris part. Il serait facheux que ces espérances s'évanouissent devant de nouvelles prétentions, et des exigences difficiles à expliquer dans l'état actuel des choses, et qui en compromettant les cabinets alliés vis à vis des Turcs leur oteraient tout moyen de conjurer l'orage. Je crois qu'il est de l'intérêt bien entendu de l'Empereur de continuer, comme il avait commencé à mettre de son côté tout les bons procédés, de faire preuve de longanimité et de patience, de reunir par là à sa cause tous les

cabinets, au lieu de les alarmer et de les aigrir par une conduite contraire. Et le langage que je tiendrais à l'Empereur si j'étais encore son serviteur, et que je fisse partie de son cabinet. Je suis convaincu que de cette manière il obtiendrait des Turcs à peu près tout ce qu'il voudrait, et si après avoir de concert avec ses alliés travaillé à adoucir le sort des grecs, et à leur procurer une existence tranquille, et la sécurité qu'un peuple a droit d'attendre de son Gouvernement, il avait été reconnu que ses efforts étaient impuissants, et la férocité des Turcs, comme l'anarchie qui les dévore, ne permettaient pas d'attendre d'eux pour les Chrétiens leurs sujets autre chose que la persécution et la mort, Alors l'Empereur serait autorisé à déclarer l'incompatibilité de la coexistence de l'Empire Ottoman, et ce serait de l'aveu de tout le monde qu'il pourrait entreprendre de le refouler en Asie. Mais avant qu'une entreprise semblable puisse recevoir une espèce de sanction de la part de l'Europe, il faut avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il faut avoir prouvé au monde que la religion, l'humanité et la politique commandent également une guerre, qu'on a employé tous les moyens possibles pour éviter. Vous partagez surement ces sentiments, Monsieur le Comte, et peut être trouverez vous quelque occasion favorable pour les produire avec les ménagements que votre prudence saura

à mesure que les Turcs cédent

vous dictée.

Vous avez deviné facilement quel chagrin m'a causé la révocation de la franchise d'Odessa; car c'est bien une révocation que ce qu'on a voulu faire heureusement j'apprends que l'exécution du nouvel Oukaze est suspendue, et je ne doute pas que cette belle course de M. Pouriez ne soit sans résultat. Je n'en écris pas moins avec quelque détail au Cte Kotchoubay; je voudrais bien pouvoir contribuer en quelque chose à faire abandonner une mesure aussi funeste pour la Russie elle même que pour les négocians étrangers qui s'étaient venus s'établir à Odessa sur la parole de l'Empereur.

M. Pasquier vous parle de notre situation intérieure, et je ne puis que m'en référer à ce qu'il vous en dit. Il y a y avoir force intrigue contre nous. On va vouloir nous diviser, faire entrer quelques personnes dans le cabinet, en faire sortir d'autres. Je me refuserai à tout cela, et nous ferons la section comme nous sommes. Si la comparaison de l'état où est la France aujourd'hui avec ce qu'elle était il y a deux ans, si les efforts du Ministère pour rendre aux Royalistes l'ascendant qu'ils avaient perdu, et le succès de ces efforts, si la tranquillité qui règne dans tout le Royaume, la prospérité du commerce et de l'agriculture, le rétablissement du crédit public, en un mot les heureux résultats d'une administration sage et paternelle, n'ont pu faire trouver grace au Ministère actuel

aux yeux de ceux qui se disent exclusivement Royalistes, ce ne sera pas une modification de ce Ministère qui les ramènera; il sera bien prouvé que c'est le pouvoir qu'ils veulent, et le pouvoir tout entier. Si donc ils s'opposent aux mesures monarchiques et conservatrices que nous leur proposerons, s'ils s'unissent à l'extrême gauche pour les combattre, et qu'ils réussissent à l'aide de cette monstrueuse alliance à les faire repousser, alors il ne resterait qu'à leur remettre le pouvoir, ou bien à faire un appel à la Nation, en ne ménageant plus des hommes qui se seraient démasqués d'une manière aussi coupable. J'espère que nous ne serons pas réduits à cette extrémité. Je ne puis croire que des hommes de bien, en grande majorité, veuillent pour l'amour de quelques intrigants, remettre en question le Sort de la famille de Bourbon, celui de la monarchie, et la tranquillité de leur pays. Il faut s'attendre de la part des brouillons à force intrigues, force injures, mais en dernière analyse ils ne rejetteront ni le Budget, ni même la censure. Il est impossible que l'état de bien être où se trouve la France, les progrès qu'elle a faits en si peu de temps ne fassent pas une grande impression sur eux: Car tous les partis s'accordent sur cette prospérité. Ce que l'on se borne à dire, c'est qu'elle a lieu malgré le Gouvernement; au moins doit-on avouer qu'il ne l'empêche

pas. Un pareil raisonnement a lieu à l'égard des Elections. Vous savez qu'on disait qu'elles devaient être toutes libérales, et même il me semble que vous nous avez mandé qu'on en avait effrayé l'Empereur, et que quelqu'un des correspondans officieux l'avait écrit d'ici. Eh bien, maintenant qu'elles ont dépassé les souhaits des plus ardens royalistes, n'ayez pas peur qu'on en fasse un mérite au pouvoir du gouvernement qui a agi dans cette occasion avec une loyauté et une abnégation de soi-même qui méritaient quelque reconnaissance. Point du tout, c'est uniquement le bon esprit des Electeurs! Eh pourquoi donc verriez vous tout le blâme des Elections libérales en 1819 sur le Gouv.t d'alors? Vous voyez que la bienveillance ne préside pas à tous ces jugemens. Cela est peu consolant, surtout partant de personnes dont on aurait peut être droit d'attendre d'autres sentimens. Il faut faire comme si l'on était bien satisfait, ne pas se décourager, et je crois que tout se passera en injures; nous en recevrons beaucoup, mais les boulets seront en définitive pour nous.

J'ai lu avec un bien vif intérêt tout ce que vous avez écrit concernant les opérations de M. Gamba. Elles ont eu un succès plus complet qu'il n'était possible de l'espérer, et je pense qu'il peut résulter des arrangemens qui vont avoir lieu,

beaucoup de bien pour les deux pays. Nous nous occuperons des demandes de M. Pamba, et nous ferons en sorte qu'il soit satisfait. J'ai été bien content de M. Gabriac; c'est un jeune homme fort distingué et qui me paraît avoir autant de jugement que de tact et de pénétration; je le charge de quelques lettres pour d'anciennes connaissances. Encore un mot, on vous aura dit sans doute que l'on ne peut compter sur notre armée, et que nous ne pourrions rassembler 30 mille hommes sans les voir se tourner contre le Gouvernement. Je puis vous assurer que rien n'est plus faux, et qu'aucune crainte semblable ne nous arrêtera jamais, parce qu'elle est sans fondement. Vous pouvez compter sur ce que je vous dis là, et me citer si vous voulez.

Je vous renouvelle, Monsieur le Comte, l'assurance de l'inviolable attachement que je vous ai voué pour la vie.

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
DONATION DU DUC DE RICHELIEU

au moins voit-on avouer qu'il ne s'empec